

Envoyé en préfecture le 06/03/2025

Reçu en préfecture le 06/03/2025

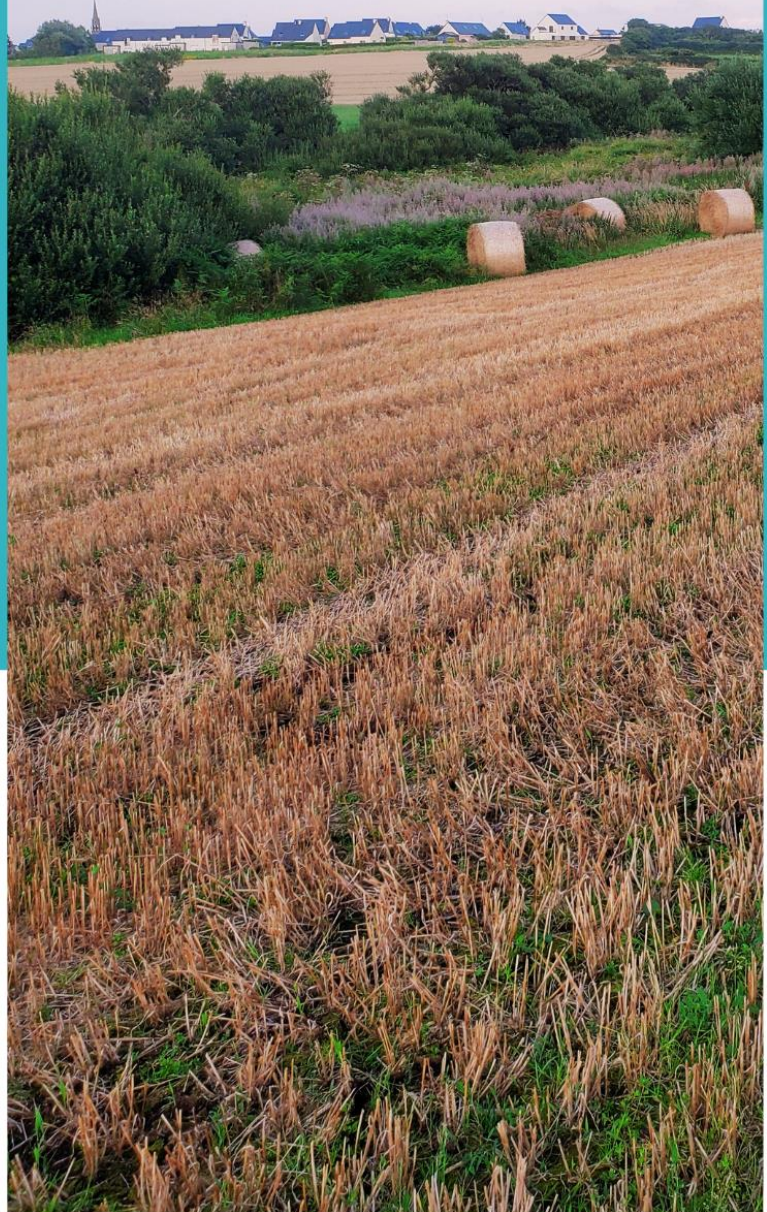
Publié le

ID : 029-212901771-20250303-2025DCM016-DE

# RAPPORT POUR LE DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

---

## 2025



 *Plouarzel*

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
1 <sup>ère</sup> PARTIE : CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES 2025 .....	4
2 <sup>ème</sup> PARTIE : LA SITUATION DE LA COMMUNE AU 31/12/2023.....	6
3 <sup>ème</sup> PARTIE : LES ORIENTATIONS 2024 DE LA COMMUNE DE PLOUARZEL.....	12
4 <sup>ème</sup> PARTIE : L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE LA COMMUNE	13
5 <sup>ème</sup> PARTIE : ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE, FISCALITÉ, ÉQUILIBRES FINANCIERS .....	14
Conclusion .....	16
Annexes : .....	17

## INTRODUCTION

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, un débat a lieu en Conseil Municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant le vote de celui-ci (article 12 de la Loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République).

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet :

- de faire le point sur la situation financière du budget,
- d'exposer l'évolution prévisible des variables (concours extérieurs, obligations et normes réglementaires, investissements, fiscalité, service de la dette, ...),
- de resituer le budget à venir dans un contexte pluriannuel et de définir une stratégie financière cohérente avec la préservation de la solvabilité,
- de discuter des priorités du budget primitif.

Le rapport d'orientations budgétaire rend compte de la gestion de la commune et de ses services (SPIC crèche, camping), de Plouarzel animation (EPIC) ainsi que du CCAS. Un budget camping a été créé en 2024 pour l'année budgétaire 2025.

Ce rapport va permettre, d'une part, de mesurer les conséquences des choix de gestion réalisés, mais également d'évaluer les capacités d'investissement de la Commune pour les années à venir. Ce débat d'orientation budgétaire concerne également les budgets annexes liés au budget principal.

À la crise environnementale s'est ainsi ajoutée une crise politique et budgétaire, avec des conséquences immédiates et concrètes pour les habitants et les entreprises du territoire. Les collectivités sont également touchées.

Ces changements profonds réinterrogent structurellement l'action publique : comment concilier les impératifs d'attractivité, de solidarité et de transition écologique avec ces nouvelles contraintes ?

La situation globalement saine des finances communales, avec un niveau d'endettement maîtrisé doit permettre à la communauté d'engager les politiques nécessaires à son territoire.

Des enjeux à relever.

Face à la crise budgétaire, la commune se doit de s'adapter et faire des choix pour préparer un avenir à la fois durable et désirable. Le temps est certes à la sobriété. Il doit aussi s'inscrire dans une action en faveur du maintien des services publics et de l'investissement afin de répondre aux attentes des habitants et des acteurs économiques.

# 1<sup>ère</sup> PARTIE : CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES 2025

La Loi de finances pour 2025 s'inscrit dans un environnement économique et politique toujours complexe et incertain. La dégradation de la dette interroge sur les modalités qui seront mises en œuvre pour y répondre à court, moyen et long terme. La préparation budgétaire s'inscrit dans un environnement économique marqué par un certain attentisme et une perte de confiance, faute d'une visibilité suffisante, pour les acteurs économiques mais aussi pour les ménages.

## Produit Intérieur Brut

En 2024, la croissance reste positive à 1,1%. En 2025, celle-ci serait de + 0,9 %, un rythme proche de la tendance de long terme de l'économie française, selon la Loi de Finances.

## Taux d'inflation prévisionnel

L'inflation pour 2024 a été révisée à 2,00% (contre 2,50% prévu initialement) et l'inflation prévisionnelle 2025 a été fixée à 1,80%. Pour les années suivantes, la valeur-cible à 1,75% a été conservée.

## Trajectoire du déficit public

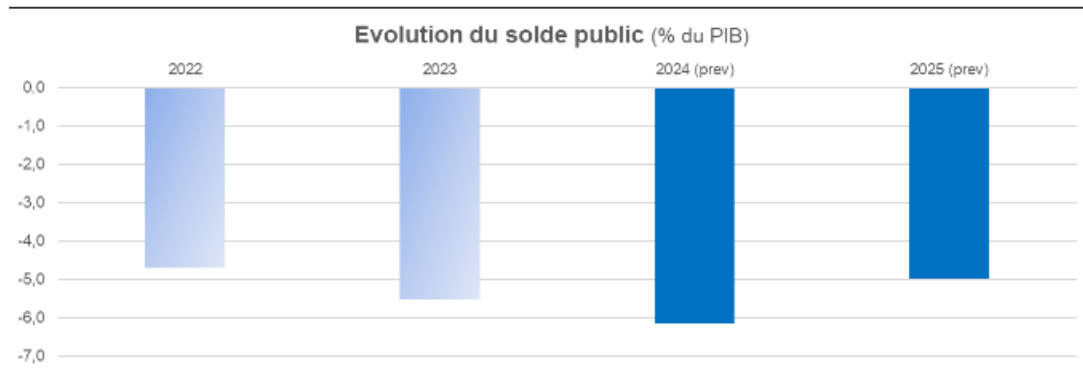
Selon la cour des comptes, le dérapage du déficit public en 2023 a pour origine 3 facteurs conjugués :

- Une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires ;
- La poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 Md€ ;
- L'absence d'économies structurelles.

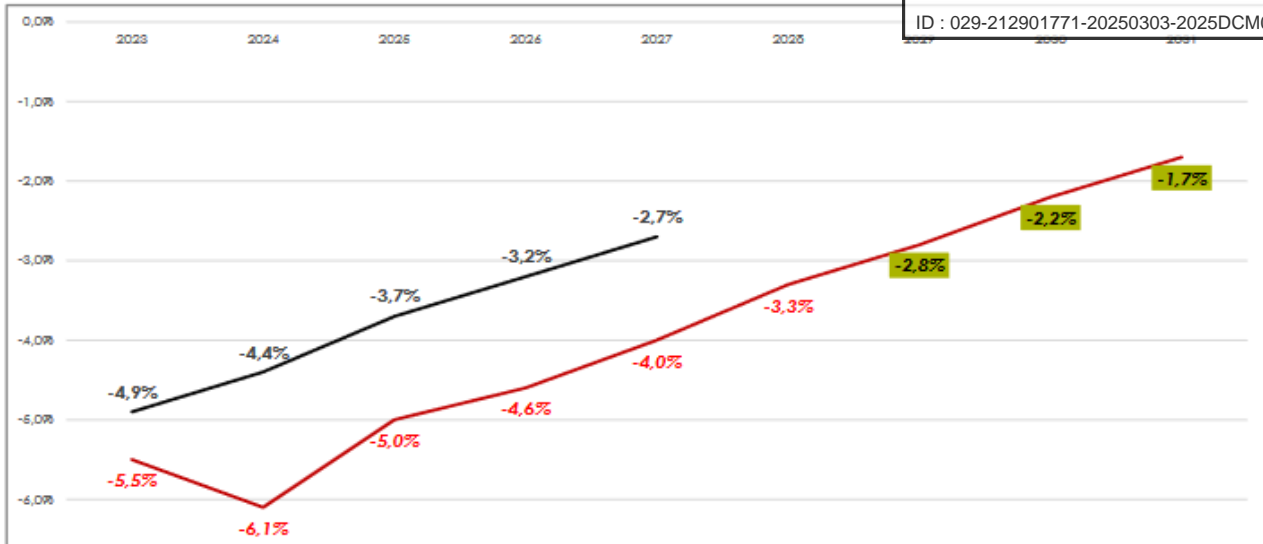
L'endettement public français exprimé en % du PIB s'élève à 109,9% du PIB en 2023 et est le 3ème plus fort des pays de l'Union Européenne.

Conséquence : le 26 juillet 2024, sur recommandation de la Commission Européenne, le Conseil de l'Union Européenne a engagé formellement une procédure pour déficit excessif à l'encontre de 7 pays : la France, l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et Malte.

En 2024, le déficit public prévu s'établirait à 6,1 % du PIB, après 5,5 % en 2023, soit une dégradation de 0,6 pt de PIB.



Dans le cadre de ses engagements européens, la France a transmis à l'Union Européenne son plan budgétaire et structurel (PSMT) 2025-2029 avec un objectif de retour à un déficit public inférieur à 3,0% à horizon 2029.



Cette trajectoire ambitieuse présage de la poursuite d'efforts demandés sur plusieurs années pour y parvenir. Pour mémoire, le PLPFP 2023-2027 fixait un objectif de déficit public ramené à 2,7% à horizon 2027.

### **Les principales dispositions de la Loi de finances 2025 impactant les collectivités :**

La Loi de finances pour 2024 du 29 décembre 2023 est parue au journal officiel du 30 décembre 2023.

Les principales dispositions de la loi de finances impactant la commune sont :

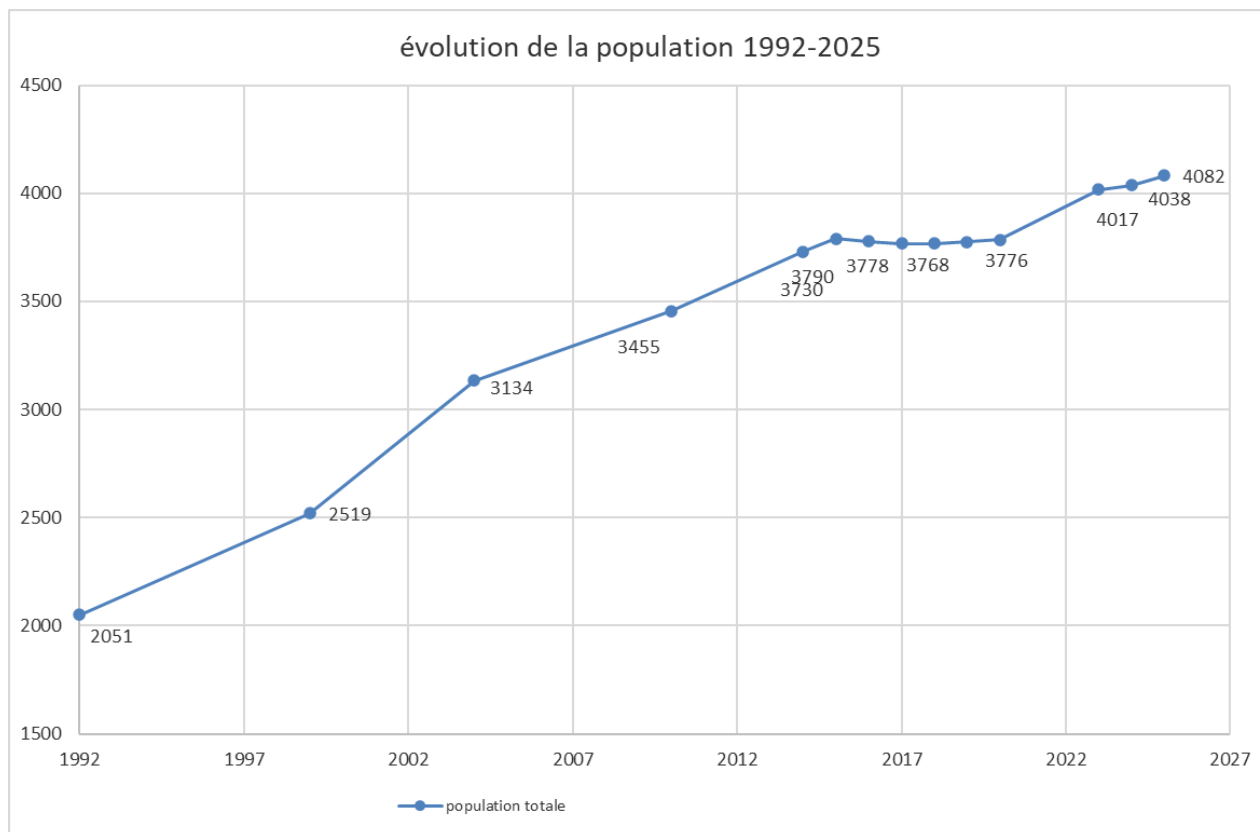
- Le niveau d'indemnisation des arrêts de maladie de courte durée des fonctionnaires est porté à 90% (contre 100% aujourd'hui). En revanche, l'amendement sénatorial qui visait à allonger le délai de carence dans la fonction publique de 1 à 3 jours a été rejeté.

Le fonds vert, destiné à accélérer la transition écologique dans les territoires, est en baisse par rapport à 2024 mais moins que prévu initialement.

Le FCTVA sur le fonctionnement a été maintenu en 2025 ainsi que les taux applicables.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : LA SITUATION DE LA COMMUNE

### Évolution de la population



La capacité d'autofinancement a augmenté. L'épargne nette atteint ainsi plus 998 k€.

#### Chaîne de l'épargne

k€	2021	2022	2023	2024
Produits de fct. courant	4 021	4 274	4 832	5 039
- Charges de fct. courant	2 896	2 913	3 207	3 387
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>1 125</b>	<b>1 362</b>	<b>1 625</b>	<b>1 653</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>118</b>	<b>16</b>	<b>- 1</b>	<b>8</b>
= Produits exceptionnels larges*	140	17	0	10
- Charges exceptionnelles larges <sup>†</sup>	22	2	1	2
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>1 243</b>	<b>1 377</b>	<b>1 624</b>	<b>1 661</b>
- Intérêts	145	130	142	146
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>1 097</b>	<b>1 247</b>	<b>1 482</b>	<b>1 515</b>
- Capital	562	465	507	517
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>536</b>	<b>782</b>	<b>975</b>	<b>998</b>

Le niveau de **l'épargne nette** de 998 K€ atteint un niveau satisfaisant.

La commune dispose d'une épargne nette de 998 K€ pour s'autofinancer et investir.

Elle représente 247 € par habitant, en nette évolution (139 € en 2021, 198 € en 2022, 243 € en 2023) et est supérieure à la moyenne de même strate : 140 €.

## Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont augmenté en raison *notamment du coût des dégâts dus à la tempête Ciaran, l'augmentation du traitement des agents de 5 points. Le développement des services entraine également une augmentation des charges de personnel.*

### Charges de fonctionnement - Montant

€	2021	2022	2023	2024	2024/2023
Charges fct courant strictes	2 881 454	2 891 103	3 181 927	3 357 828	175 901
Charges à caractère général	1 076 703	1 015 012	1 119 625	1 274 044	154 419
Charges de personnel	1 246 637	1 322 920	1 454 052	1 516 896	62 844
Autres charges de gestion courante	558 114	553 171	608 250	566 888	- 41 362
Atténuations de produits	14 791	21 543	25 267	28 896	3 629
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>2 896 245</b>	<b>2 912 646</b>	<b>3 207 194</b>	<b>3 386 724</b>	<b>179 530</b>
Charges exceptionnelles larges	22 006	1 524	773	1 759	986
<b>Charges de fct hors intérêts</b>	<b>2 918 251</b>	<b>2 914 170</b>	<b>3 207 967</b>	<b>3 388 483</b>	<b>180 516</b>
Intérêts	145 377	130 230	141 801	145 977	4 176
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>3 063 628</b>	<b>3 044 400</b>	<b>3 349 768</b>	<b>3 534 460</b>	<b>184 692</b>
Capital	561 653	465 141	507 451	516 996	9 545

## Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement continuent d'évoluer favorablement. La diminution du montant des dotations est compensée par le dynamisme des bases d'imposition ainsi que celui des produits des services.

€	2021	2022	2023	2024	2025
Produits fonctionnement courant stri	4 010 424	4 255 150	4 803 193	4 993 981	190 788
Impôts et taxes	2 367 842	2 516 167	2 798 287	2 981 280	182 993
Contributions Directes	2 181 574	2 298 520	2 502 662	2 796 980	294 318
Attribution FPIC	78 332	80 477	75 851	68 574	- 7 277
Taxe additionnelle DMTO	97 643	129 392	127 837	106 277	- 21 560
Taxe terrains devenus constructil	0	0	76 473	0	- 76 473
Dotations et participations	1 017 507	1 041 473	1 067 164	1 034 846	- 32 318
DGF	811 160	838 401	868 533	885 586	17 053
FCTVA fct	4 184	7 873	4 987	7 617	2 630
Compensations fiscales	20 296	21 330	21 551	22 077	526
Solde participations diverses	2 283	2 293	0	9 389	9 389
Autres produits de fct courant	625 075	697 510	933 466	977 795	44 329
Produits des services	450 164	513 144	657 118	659 458	2 340
Travaux en régie (reclassés)	99 921	99 862	120 000	99 958	- 20 042
Produits de gestion	74 990	84 504	156 348	218 379	62 031
Atténuations de charges	10 556	19 338	28 642	45 325	16 683
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>4 020 980</b>	<b>4 274 488</b>	<b>4 831 835</b>	<b>5 039 306</b>	<b>207 471</b>
Produits exceptionnels larges	140 015	17 064	31	9 748	9 717
Produits financiers divers (76 hs int	12	14	31	0	- 31
Produits exceptionnels (77)	140 003	17 050	0	9 748	9 748
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>4 160 995</b>	<b>4 291 552</b>	<b>4 831 866</b>	<b>5 049 054</b>	<b>217 188</b>

## Les dépenses d'équipement

### Répartition des dépenses d'investissement hors dette

k€	2021	2022	2023	2024
Dépenses d'investissement hors dette	2 316	2 304	3 058	2 192
Dépenses d'équipement (yc op tiers)	2 247	2 170	2 986	2 087
AC Investissement	69	134	72	105
Autres dépenses d'investissement	0	0	0	0

Les dépenses d'investissement hors remboursement du capital s'élèvent pour 2024 à 2 092 K€ + 100 K€ de travaux en régie (inscrit au BP : 3 334 K€ soit 62.74% de réalisés).

Investissements majeurs en 2024 :

- Achat de terrains : 425 K€
- Rénovation énergétique de la salle polyvalente : 307 k€
- Maison Petton en commerce + logements : 292K€
- Pôle santé 4 : 161K€
- Extension de la salle de Kerven : 1 272K€
- réseaux : 105K€

En 2024, la commune a emprunté 600k€. L'annuité de la dette s'élève à 663K€ en 2024 (649 en 2023).

L'EBC d'un montant de 1 653 K€ permet de couvrir les annuités qui s'élèvent à 663K€.



## Le financement de programme d'investissement et l'endettement

### Financement de l'investissement - Montants

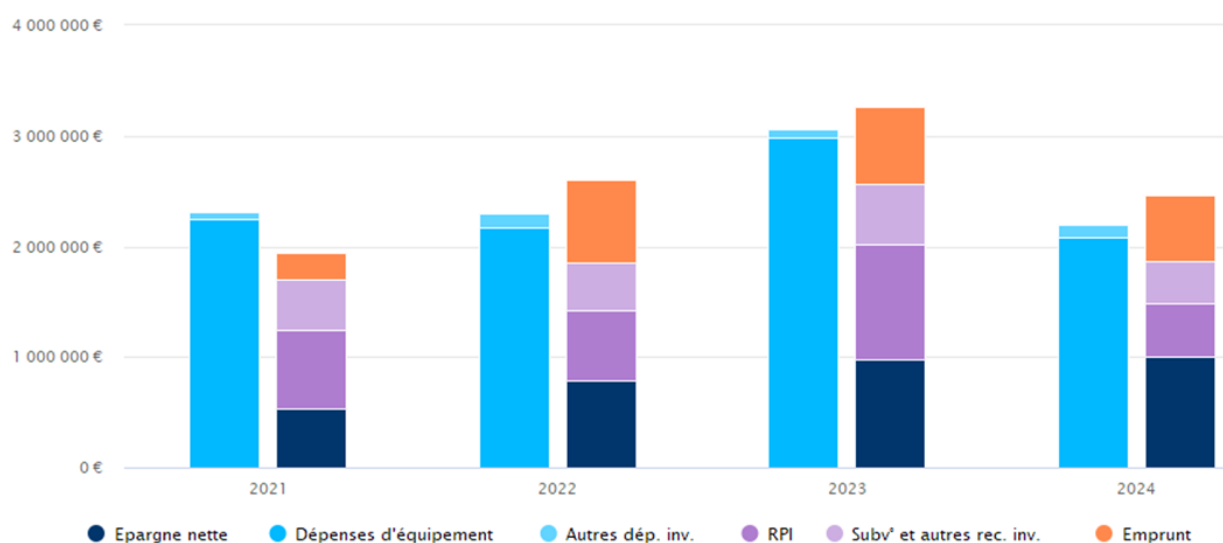
€	2021	2022	2023	2024
Dépenses d'investissement hors dett	2 316 046	2 303 959	3 058 430	2 191 635
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>2 316 046</b>	<b>2 303 959</b>	<b>3 058 430</b>	<b>2 191 635</b>
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>1 945 257</b>	<b>2 601 203</b>	<b>3 266 676</b>	<b>2 461 164</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>535 714</b>	<b>782 011</b>	<b>974 647</b>	<b>997 598</b>
Ressources propres d'inv. (RPI)	712 804	634 575	1 049 559	491 453
FCTVA	168 706	198 034	319 131	377 602
Produits des cessions	363 361	237 853	543 128	5 015
Diverses RPI	180 737	198 688	187 300	108 836
Fonds affectés (amendes, ...)	9 069	0	10 000	11 000
Subventions yc DETR / DSIL	437 670	434 617	532 470	361 113
Emprunt	250 000	750 000	700 000	600 000
Variation du résultat global de clôture	- 370 788	297 242	208 246	269 529

**Les subventions perçues** pour un montant de **372 K€** concernent (inscrit BP : 615 K€ soit 60.54%) :

- Etat : 11 000 € (amendes de police)
- DETR 108 666 € (aménagement rte St-Renan, maison Petton, pôle santé 4)
- DSIL 23 909 € (réhabilitation mairie + maison Petton)
- Fonds vert : 22 500 € (rénovation thermique complexe polyvalent)
- CCPI 87 703 € (voirie communautaire + enfouissement réseaux + campings)
- Département 50 000 € (pôle santé 4)
- Région 68 336 € (rénovation thermique complexe polyvalent)

**Synthèse** : Les 2 092 K€ de dépenses d'investissement ont été financés par 600 K€ d'emprunts (28.69%).

### Financement de l'investissement



## Résultat global de clôture

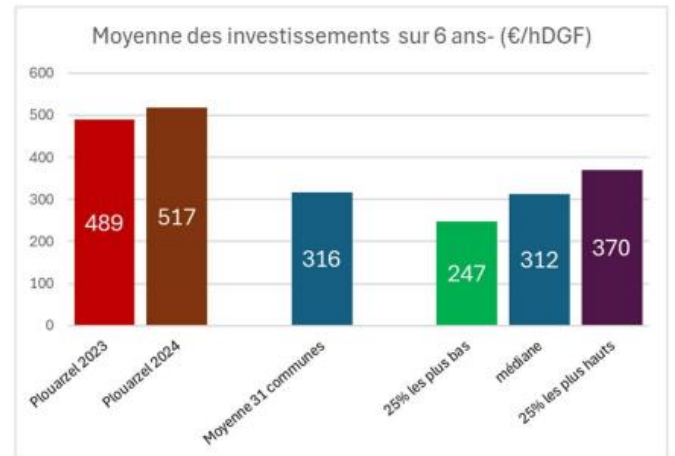
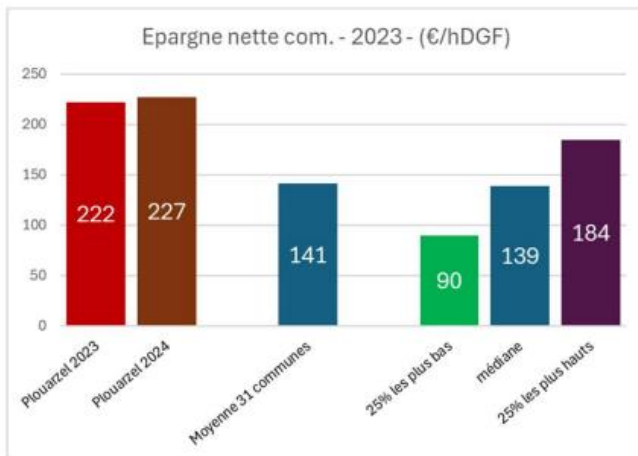
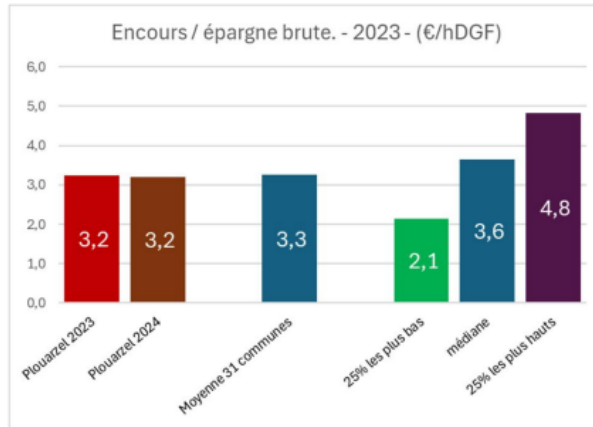
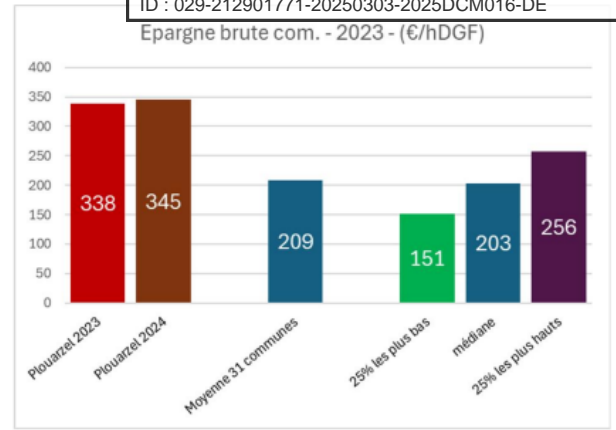
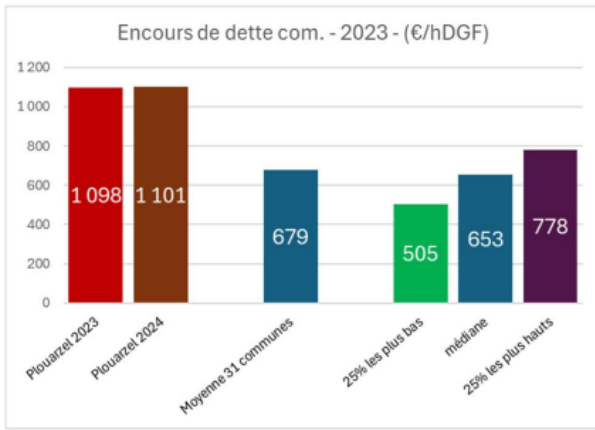
k€	2021	2022	2023	2024
<b>= Résultat global de clôture</b>	<b>185</b>	<b>482</b>	<b>690</b>	<b>960</b>

### Couverture de l'encours de la dette par l'épargne brute (en années)

€	2021	2022	2023	2024
Encours corrigé de la dette (au 31/12)	4 336 356	4 621 215	4 813 764	4 834 839
Epargne brute	1 097 367	1 247 152	1 482 098	1 514 594
<b>Encours corrigé / Epargne brute (années)</b>	<b>4,0</b>	<b>3,7</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>

## Résumé des budgets

Budget général	Fonctionnement		investissement		ensemble	
	dépenses	recettes	dépenses	recettes	dépenses	recettes
opérations 2024	3 869 535 €	5 060 085 €	2 715 664 €	2 894 643 €	6 585 199 €	7 954 728 €
résultat reporté		269 401 €	679 199 €		679 199 €	269 401 €
total	3 869 535 €	5 329 486 €	3 394 863 €	2 894 643 €	7 264 398 €	8 224 129 €
solde						959 731 €
<b>Budget CCAS</b>	<b>Fonctionnement</b>		<b>investissement</b>		<b>ensemble</b>	
	dépenses	recettes	dépenses	recettes	dépenses	recettes
opérations 2024	34 594 €	81 835 €	51 403 €	68 675 €	85 997 €	150 510 €
résultat reporté		43 487 €		116 387 €	- €	159 874 €
total	34 594 €	125 322 €	51 403 €	185 062 €	85 997 €	310 384 €
solde						224 387 €
<b>Budget SPIC crèche</b>	<b>Fonctionnement</b>		<b>investissement</b>		<b>ensemble</b>	
	dépenses	recettes	dépenses	recettes	dépenses	recettes
opérations 2024	997 539 €	1 036 896 €			997 539 €	1 036 896 €
résultat reporté		45 999 €			- €	45 999 €
total	997 539 €	1 082 895 €	- €	- €	997 539 €	1 082 895 €
solde						85 356 €
<b>Budget EPIC Animation</b>	<b>Fonctionnement</b>		<b>investissement</b>		<b>ensemble</b>	
	dépenses	recettes	dépenses	recettes	dépenses	recettes
opérations 2024	108 523 €	117 361 €			108 523 €	117 361 €
résultat reporté		46 575,00 €			- €	116 387 €
total	108 523 €	163 936 €	- €	- €	108 523 €	233 748 €
solde						125 225 €
<b>TOTAL Budget</b>	<b>Fonctionnement</b>		<b>investissement</b>		<b>ensemble</b>	
	dépenses	recettes	dépenses	recettes	dépenses	recettes
opérations 2024	5 010 191 €	6 296 177 €	2 767 067 €	2 963 318 €	7 777 258 €	9 259 495 €
résultat reporté	- €	405 462 €	679 199 €	116 387 €	679 199 €	591 661 €
total	5 010 191 €	6 701 639 €	3 446 266 €	3 079 705 €	8 456 457 €	9 851 156 €
solde						1 394 699 €



## 3ème PARTIE : LES ORIENTATIONS 2025 DE LA COMMUNE DE PLOUARZEL

### 1. Favoriser le bien vivre à Plouarzel :

- Agir pour l'attractivité de la commune et un cadre de vie qualitatif
- Encourager l'installation de nouveaux habitants en favorisant le développement d'activités locales pour une dynamique territoriale valorisée (ex : services de santé, enfance jeunesse, sport, culture, économique, administratif...)
- Soutenir les associations, les écoles (subventions et mise à disposition des locaux et du personnel communal...)
- Aménager le cadre de vie (voirie, aménager les entrées de bourgs avec des aménagement de sécurité (trottoirs, écluses et chicanes), effacement des réseaux)
- Soutenir la culture en poursuivant les études en vue de la construction d'une nouvelle médiathèque

### 2. Favoriser l'offre d'habitats en multipliant les opérations de renouvellement urbain pour faire face à la pression très forte de demandes de logements :

- Maison Petton : création de logements, commerce.....
- L'école Saint Anges : habitats jeunes
- Encourager les projets privés ...

### 3. Continuer à mettre en œuvre la transition énergétique et écologique :

- Renforcer l'isolation de l'école de Trézien et de la maison de l'enfance
- Mise en place d'ombrières photovoltaïques (parking du stade de foot)
- Continuer le travail sur l'économie d'énergie (bâtiments et rues) en optimisant le pilotage des installations (remplacement des luminaires par des LED et alimentation solaire)
- Déminéraliser le bourg en multipliant la plantation d'arbres et d'arbustes

### 4. Maintien d'une bonne santé financière du budget :

- S'adapter à des pertes de ressources de l'État (FPIC, DSR Cible)
- Préserver la capacité à investir, ce qui passe par le maintien d'un bon niveau d'épargne
- Maintenir un niveau d'épargne nette qui permet de couvrir l'essentiel les dépenses récurrentes d'investissements

## 4ème PARTIE : L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DE LA COMMUNE

### Évolution des recettes de fonctionnement

#### Produits de fonctionnement - Montant

k€	2024	2025	2026	2027
Produits fonctionnement courant stricts	4 994	4 708	4 783	4 873
Impôts et taxes (73 sauf 731)	69	53	38	19
Attribution FPIC	69	53	38	19
Fiscalité locale (731)	2 913	2 933	3 016	3 111
Contributions Directes	2 797	2 843	2 924	3 018
Taxe additionnelle DMTO	106	90	92	93
Solde fiscalité locale	9	0	0	0
Dotations et participations	1 035	993	985	987
DGF	886	902	899	900
FCTVA fct	8	5	0	0
Compensations fiscales	22	23	23	23
74718 Participation Etat - CNL / TAP -	84	50	50	50
7473 SUBVENTION TRANSPORT SCOLAIRE	17	13	13	13
7488 Autres attributions, subventions et participations (transport scolaire)	1	1	1	1
Solde participations diverses	9	0	0	0
Autres produits de fct courant	978	729	744	757
Produits des services	660	529	542	553
Travaux en régie (reclassés)	100	100	100	100
Produits de gestion	218	100	102	104
Atténuations de charges	45	20	20	20
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>5 039</b>	<b>4 728</b>	<b>4 803</b>	<b>4 893</b>
Produits exceptionnels larges	10	2	2	2
<b>Produits de fonctionnement</b>	<b>5 049</b>	<b>4 730</b>	<b>4 805</b>	<b>4 895</b>

#### Dotations

##### L'évolution du FPIC

Rapprochement du seuil d'inéligibilité au FPIC amorcé depuis 2017 et les mouvements de fusion d'EPCI

Il existe 3 critères pour bénéficier du FPIC dont le revenu par habitant. Au regard de l'évolution des revenus/habitant sur le territoire, perte du FPIC dans les prochaines années.

##### L'évolution de la DGF

Stabilité de la DGF en 2025 puis baisse à compter de 2026 et perte de la DSR cible à terme (200 K€)

#### Fiscalité

Revalorisation des bases +1.7% en 2025 (THRS, FB, FNB)

Il est proposé le maintien des taux actuels :

Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties : 43.52 %

Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties : 46.67 %

## Évolution des dépenses de fonctionnement

### Évolution des dépenses

L'année 2025 devrait encore être marquée par une certaine inflation (1.8% selon la loi de Finances). Cela étant, certains postes comme le carburant et l'électricité devraient connaître une baisse.

Plusieurs évolutions sont prévues et/ou projetées sur 2025 concernant les charges de personnel comme l'augmentation de la cotisation à la CNRACL. Elles auront des impacts à la hausse sur la masse salariale. Ces évolutions ont été évaluées à 4% par an.

### Charges de fonctionnement - Montant

k€	2024	2025	2026	2027
Charges fct courant strictes	3 358	3 405	3 506	3 610
Charges à caractère général	1 274	1 218	1 245	1 272
Charges de personnel	1 517	1 600	1 664	1 731
Autres charges de gestion courante	567	586	597	607
Atténuations de produits	29	21	21	21
Attribution Compensation versée	16	16	16	16
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>3 387</b>	<b>3 426</b>	<b>3 527</b>	<b>3 632</b>
Charges exceptionnelles larges	2	3	3	3
<b>Charges de fct hors intérêts</b>	<b>3 388</b>	<b>3 429</b>	<b>3 530</b>	<b>3 635</b>
Intérêts	146	140	147	145
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>3 534</b>	<b>3 569</b>	<b>3 677</b>	<b>3 780</b>

## 5ème PARTIE : ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE, FISCALITÉ, ÉQUILIBRES FINANCIERS

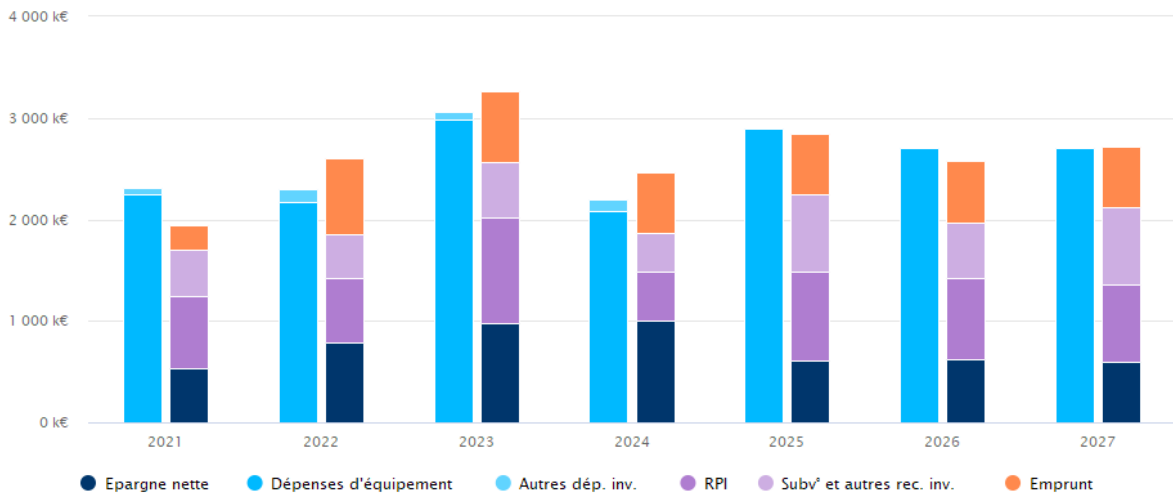
### Chaîne de l'épargne

k€	2024	2025	2026	2027
Produits de fonctionnement courant	5 039	4 728	4 803	4 893
- Charges de fonctionnement courant	3 387	3 426	3 527	3 632
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>1 653</b>	<b>1 302</b>	<b>1 276</b>	<b>1 262</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>8</b>	<b>- 1</b>	<b>- 1</b>	<b>- 1</b>
= Produits exceptionnels larges*	10	2	2	2
- Charges exceptionnelles larges*	2	3	3	3
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>1 661</b>	<b>1 301</b>	<b>1 275</b>	<b>1 261</b>
- Intérêts	146	140	147	145
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>1 515</b>	<b>1 161</b>	<b>1 129</b>	<b>1 116</b>
- Capital	517	557	511	513
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>998</b>	<b>604</b>	<b>617</b>	<b>603</b>

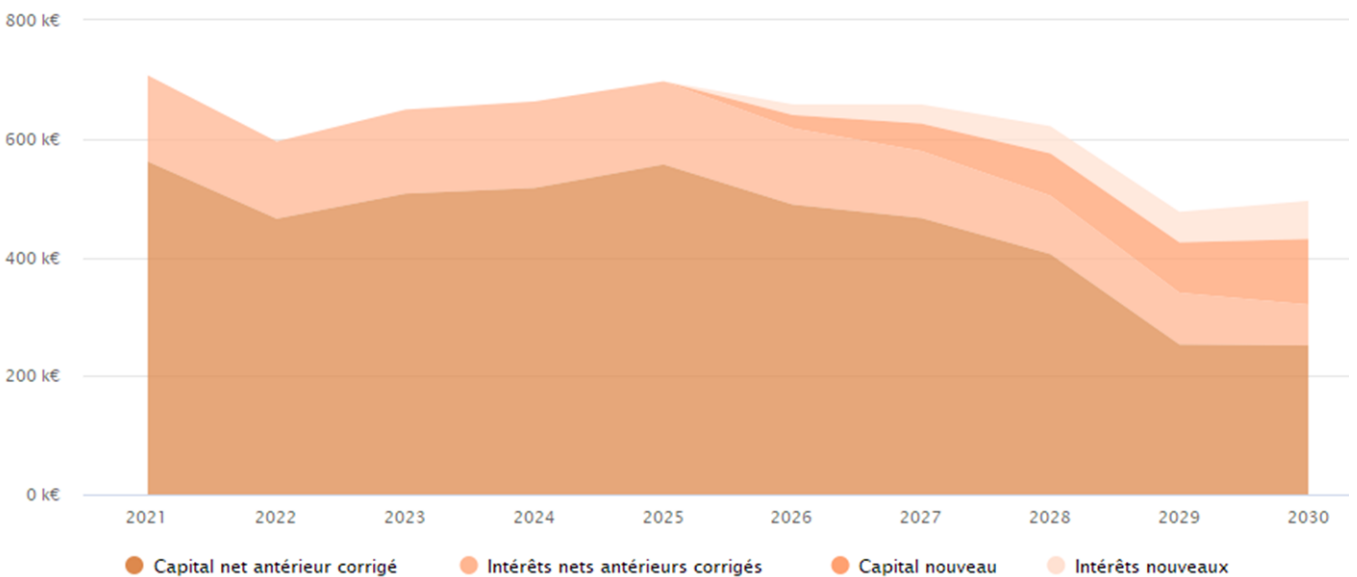
\* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ev° taux d'imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ev° nominale charges fonctionnement courant strictes	5,5%	1,4%	3,0%	3,0%	3,0%	2,5%	2,4%
Epargne nette	997 598	604 380	617 260	602 897	502 286	540 970	521 561
Dépenses investissement hors capital	2 191 635	2 898 413	2 700 000	2 700 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Emprunt	600 000	600 000	600 000	600 000	300 000	600 000	600 000
Variation résultat global de clôture choisie	269 529	-50 975	-126 148	18 609	-32 001	-71 280	-90 689
Résultat global de clôture	959 731	908 756	782 608	801 217	769 216	697 936	607 247
<b>Variables de pilotage</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>2030</b>
Encours corrigé au 31.12	4 834 839	4 878 242	4 966 917	5 054 222	4 877 612	5 139 784	5 377 845
Ep brute	1 514 594	1 160 977	1 128 585	1 115 591	978 896	878 798	883 500
Encours corrigé 31.12 / Ep brute	3,2	4,2	4,4	4,5	5,0	5,8	6,1
Annuité	662 973	696 911	658 026	657 868	621 181	476 736	495 209
Ch fct courant	3 386 724	3 425 603	3 527 017	3 631 569	3 739 788	3 834 524	3 925 500
Prod fct courant	5 039 306	4 727 894	4 803 303	4 893 334	4 864 255	4 853 230	4 943 270
EBC	1 652 582	1 302 291	1 276 286	1 261 765	1 124 468	1 018 706	1 017 770
RGC / DRF (en jours)	99,1	92,9	77,7	77,4	72,2	64,1	54,6
Ep nette [Montant / hab. (DGF)]	227	136	138	134	111	119	111
Ep brute [Montant / hab. (DGF)]	345	261	252	248	216	193	193
Encours corrigé au 31.12 [Montant / hab. (DGF)]	1 101	1 098	1 111	1 123	1 076	1 130	1 177
DI hors dette [Montant / hab. (DGF)]	499	653	604	600	441	440	431

## Financement de l'investissement



## Annuité de la dette



Le programme d'investissement projeté suppose un recours à l'emprunt régulier, cependant l'encours reste relativement stable.

## Conclusion

Les orientations budgétaires 2025 s'inscrivent dans le droit fil du programme des années précédentes.

Ces orientations visent à préserver et conforter l'attractivité de la commune de Plouarzel par une politique d'investissement ambitieuse et maîtrisée avec l'objectif de développer la qualité de vie. Ce rapport traduit aussi l'inscription de la commune dans les transitions pour adapter le territoire au changement climatique : sobriété et production énergétiques. La bonne santé financière du budget principal permet une capacité d'investissement en maîtrisant l'endettement.



## Annexes :

### Annexe 1 : principaux projets d'investissement

Programme pluri annuel d'investissement					
	CA 2024	2025	2026	2027	TOTAL
programmes récurrents	410 086 €	810 000 €	790 000 €	790 000 €	2 800 086 €
voirie	43 624 €	320 000 €	200 000 €	200 000 €	
réseaux	104 932 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €	
bâtiments	93 103 €	100 000 €	200 000 €	200 000 €	
meublier	5 579 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	
matériel informatique	12 509 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
matériel et véhicules	56 052 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	
plantations	4 589 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	
autre matériel	73 515 €				
acq terrains	16 183 €				
opérations structurantes dont :	1 677 844,00 €	1 988 413,00 €	1 910 000,00 €	1 910 000,00 €	6 714 130,00 €
opération n°1 : extension du complexe de Kerven et abords	91 714,00 €	44 286,00 €	- €	- €	136 000,00 €
opération n°2 : renouvellement urbain - place des halles (maison Petton)	316 430,00 €	404 000,00 €	- €	- €	720 430,00 €
opération n° 3 : rénovation énergétique complexe polyvalent	307 758,00 €	321 000,00 €	- €	- €	628 758,00 €
opération n°4 : espace culturel / médiathèque	720,00 €	330 000,00 €	1 550 000,00 €	1 180 000,00 €	3 060 720,00 €
opération n°5 : locaux professionnels	574 888,00 €	130 000,00 €	- €	- €	704 888,00 €
opération n° 6 : camping	125 237,00 €	92 000,00 €			217 237,00 €
opération n°7 - grosses opérations de voirie / aménagement parking	256 477,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	- €	556 477,00 €
opération n°8 : rond-point Menez Crenn	4 620,00 €	255 000,00 €			259 620,00 €
opération n°9 : piste cyclable Le Lannic		100 000,00 €			100 000,00 €
opération n°10 : rénovation école		30 000,00 €	100 000,00 €	200 000,00 €	330 000,00 €
autres opérations		132 127,00 €	110 000,00 €	530 000,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>2 087 930,00 €</b>	<b>2 798 413,00 €</b>	<b>2 700 000,00 €</b>	<b>2 700 000,00 €</b>	<b>9 514 216,00 €</b>

**L'étalement des dépenses dans le temps doivent permettre de contrôler le recours à l'emprunt afin de limiter le coût des annuités pour les années à venir.**

**Annexe 2 : effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2025**

Filières	femme	homme	total
<b>administrative</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>9</b>
<i>catégorie A</i>			
<i>attaché</i>	1		1
<i>Catégorie B</i>			
<i>rédacteur principal 1ère classe</i>	2		2
<i>rédacteur</i>	1		1
<i>catégorie C</i>			
<i>adjoint administratif territorial principal de 1ère classe</i>		1	1
<i>adjoint administratif territorial principal de 2ème classe</i>	2		2
<i>adjoint administratif territorial</i>	2		2
<b>technique</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>23</b>
<i>catégorie B</i>			
<i>technicien principal de 1ère classe</i>		1	1
<i>catégorie C</i>			
<i>agent de maîtrise principal</i>	3	1	4
<i>adjoint technique territorial principal de 1ère classe</i>	4	2	6
<i>adjoint technique territorial principal de 2ème classe</i>	1		1
<i>adjoint technique territorial</i>	7	4	11
<b>médico-sociale</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<i>catégorie A</i>			
<i>puéricultrice hors classe</i>	1		1
<b>culturelle</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<i>catégorie C</i>			
<i>adjoint du patrimoine principal de 1ère classe</i>	2		2
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>9</b>	<b>35</b>